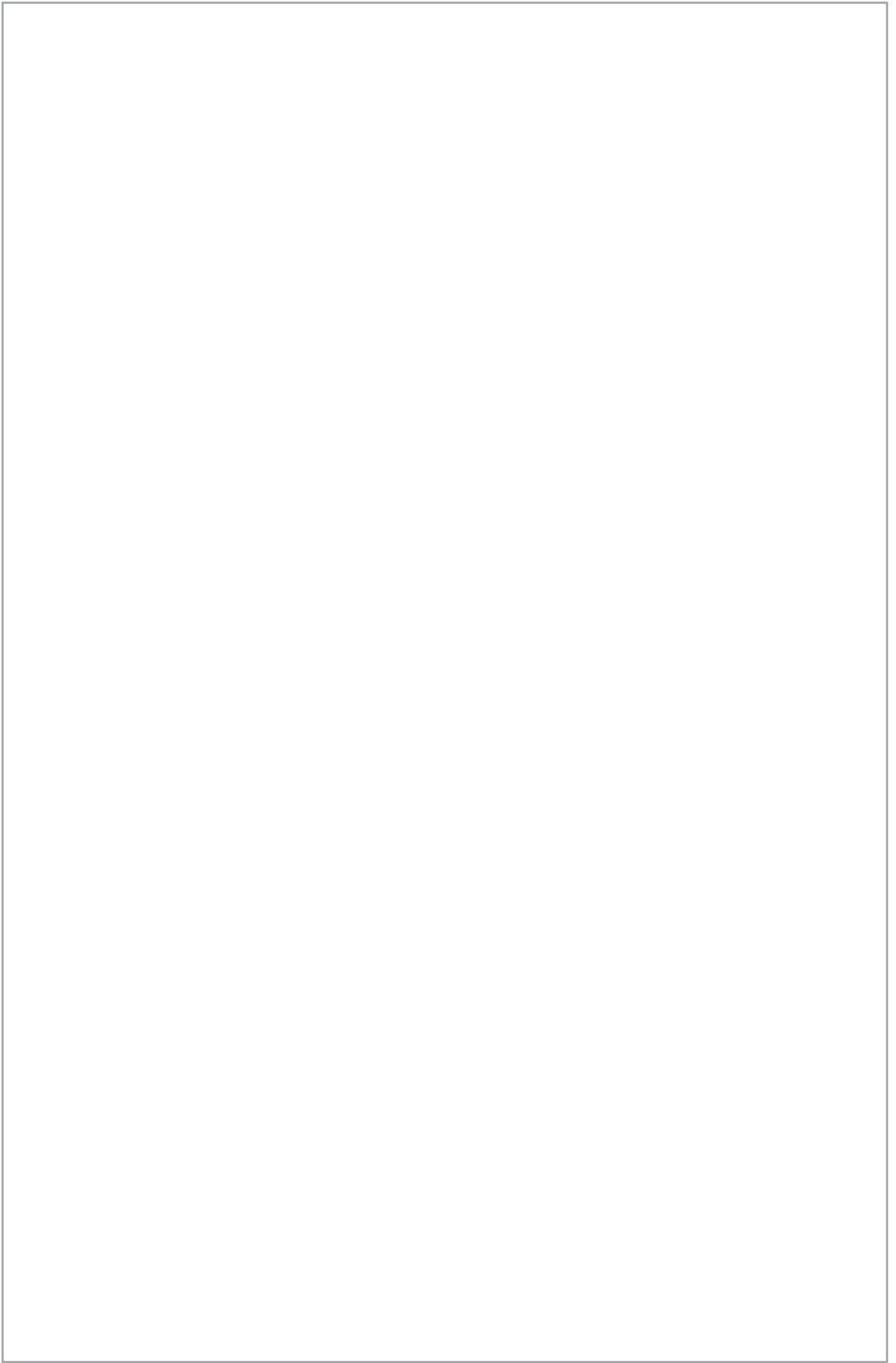


# S E N S C O M M U N

L'AMÉRIQUE LATINE: NI NÉOLIBÉRALISME NI ÉTATISME  
NI DROITE NI GAUCHE



**SENS COMMUN**

**L'AMERIQUE LATINE: NI NÉOLIBÉRALISME NI ÉTATISME  
NI DROITE NI GAUCHE**

---

Par Álvaro Uribe Vélez

La vision qui caractérise les gouvernements, tant de gauche comme de droite, est une perspective simpliste qui produit une ambiance politique polarisante. Elle a déchaîné des émotions et des sensibilités irréconciliables qui ne sont pas conséquentes avec les actions qui se déroulent à l'intérieur des gouvernements, et qui menacent l'unité de nos pays.

C'était valable lorsqu'il existait des dictatures dans le continent et que l'on assumait des positions de gauche - bien alimentées par l'humanisme européen, tout particulièrement l'humanisme de la post guerre, de Norberto Bobbio et d'autres - pour combattre ces dictatures.

Il s'agit d'une catégorisation simpliste car le problème est bien plus profond que les limites que l'on détermine lorsqu'on soutient cette apparente division. C'est une vision obsolète, car si ses bases étaient valides à l'époque des dictatures militaires, elles ne le sont pas dans les conditions démocratiques actuelles.

Lorsque nous disons qu'il faut laisser de côté cette classification de démocraties soit de gauche soit de droite dans le Continent, c'est parce que, finalement, elle n'a pas de conséquences ni d'effets dans les résultats sociaux et économiques. En revanche, elle amène la polarisation politique.

J'ai essayé de réfléchir sur ce qui seraient les éléments de division qui permettraient de qualifier les gouvernements de l'Amérique Latine, soit de gauche soit de droite.

**1. La globalisation:** Je crois que l'on trouve là, plus un euphémisme, un désir d'artifices idéologiques qu'une réalité. Lorsque l'on vend, sans avoir besoin d'accords de marché, tous ce que l'on produit, il est possible de protester contre la globalisation. Mais lorsque l'on produit seulement ce qui nécessite des accords de marché pour pouvoir toucher plus de consommateurs, l'on comprend plus clairement ce qu'est la globalisation.

Je ne crois pas que la globalisation soit aujourd'hui l'élément déterminant qui permette de dire que ceux qui sont pour, soient de droite, et ceux qui la combattent soient de gauche.

**2. La sécurité:** Elle est de droite, mauvaise, militariste, tant que l'on n'a pas besoin d'entreprendre des programmes de sécurité; tant que l'on est pas touché par la prise d'otages ; tant que le narcotrafic et les groupes terroristes ne tiennent pas l'Etat en échec. Mais, lorsque apparaissent ces phénomènes, les gouvernements, soit ils font preuve d'autorité, soit ils plongent leurs peuples dans l'anarchie.

La priorité de la sécurité ne peut donc pas être un diviseur idéologique. Elle est plus ou moins une priorité suivant le moment vécu par chacun des pays.

**3. La cohésion sociale:** Aucune démocratie, aucune politique, peut tenir à long terme sans chercher la consolidation de la cohésion sociale.

Je ne crois pas que ces trois éléments permettent de qualifier différentes démocraties comme étant de gauche et en disqualifier d'autres comme étant de droite. Nous proposons que, à la place, l'on utilise cinq éléments pour une qualification scientifique des démocraties modernes latino-américains, suivant qu'elles aient ou pas :

- Une sécurité à portée démocratique
- La protection effective des libertés publiques

- La transparence comme facteur de confiance
- La cohésion sociale en tant que principe de viabilité démocratique
- L'indépendance de ses institutions.

A l'aide de ces paramètres nous pouvons dire, alors, si une démocratie est institutionnelle ou caudilliste (despotique) ; si elle est régie par l'ordre juridique ou par des caprices personnels ; si c'est une démocratie progressiste ou retardataire ; si elle est inclusive ou exclusive.

La Sécurité Démocratique n'est pas, comme le fut la doctrine de la sécurité nationale, celle qui supprime des libertés, celle qui soutien des dictatures et les dissentiments. Au contraire : la Sécurité Démocratique permet de défendre les libertés, ou de les retrouver lorsqu'on les a perdues à la suite d'actions terroristes (et non pas de l'Etat lorsqu'il est démocratique).

Notre Sécurité, il y a quatre ans, c'était un discours, aujourd'hui c'est une réalité. Tout au long des trois derniers processus électoraux, les colombiens qui, dans certaines régions vivaient dominés par le para-militarismes, et dans d'autres par la guérilla, ont retrouvé leurs libertés, grâce aux progrès de la sécurité.

La Sécurité Démocratique est faite pour protéger pareillement les différents corps de métier, les entrepreneurs, les leaders syndicaux, les porte paroles des thèses proches du gouvernement et les leaders de l'opposition. Il s'agit d'une sécurité efficace qui adhère aux Droits de l'Homme en tant qu'élément nécessaire de durabilité à long terme.

Ce qui me préoccupe dans le débat sur l'Amérique Latine, c'est que l'on n'a pas porté de jugement sur la tendance régressive d'éliminer l'indépendance des institutions. Une démocratie sans institutions indépendantes qui conforment l'Etat, qui aient une relative indépendance, devient, tout simplement, une dictature à suffrages. L'Amérique Latine doit porter toute son attention sur ce sujet.

Et pour avancer dans le domaine de la Cohésion sociale, il est nécessaire d'avoir une conception claire de l'Etat, des conditions d'investissement, de la croissance et de la distribution ; une conception sur la globalisation et la gestion interne de l'économie.

Nos pays doivent lutter pour l'intégration, pour la construction d'une démocratie pluraliste, avec un débat permanent, avec fraternité, pour surmonter l'antagonisme. Nous avons besoin d'une démocratie solidaire, dans laquelle l'économie interne et externe soient connectées entre elles, afin d'atteindre une intégration universelle.

## **NÉOLIBÉRALISME**

Combien il se trompent, avec ce concept déjà obsolète, ceux qui prétendent diviser nos pays, mettant d'un côté les néolibéraux, et de l'autre les sociaux-démocrates ; ceux qui prétendent les maintenir attachés à Adam Smith ou à la bureaucratie. Alors que ce qu'il faut regarder, c'est le degré de solidarité atteint dans l'intégration entre les secteurs publiques, privés et sociaux.

Il y a des cas très importants, comme l'est celui des services publiques. Les secteurs privés et sociaux peuvent concourir pour la prestation de ces services, tout en respectant la solidarité.

La solidarité doit définir, non pas si l'entité est publique, privée, mixte ou sociale, mais si les ressources atteignent le public afin de garantir cette solidarité.

Il faut chercher à ce que, lorsque les secteurs privés ou sociaux concourent pour la prestation de services qui sont publiques, l'on vise de façon permanente les accords, avec des résultats de solidarité, avec le secteur publique. Mais... le secteur publique doit toujours être l'arbitre afin de bâtir la bonne entente entre le fournisseur des services privés et les usagers qui les reçoivent dans la communauté.

L'Amérique Latine a vécu différents processus, tant d'étatisation absolue comme de démantèlement de l'Etat. Les premiers, au nom de la sociale démocratie, devinrent une sociale bureaucratie et finirent dans l'échec. Les deuxièmes, au nom du néolibéralisme, finirent abandonnés par la clôture sociale.

Nous ne démantelons pas l'Etat. Nous ne sommes pas d'accord avec le critère néo-libéral ni avec l'étatisme bureaucratique qui dénatura les aspirations de la sociale démocratie.

L'Etat se doit de rester et de s'améliorer afin d'intervenir face aux manquements du marché, pour apporter des services à des régions lointaines, etc.

Deux processus, qui sont apparemment antagoniques, sont en réalité pareils car ils arrivent au même résultat. Les processus néo-libéraux - de démolition de l'Etat - ont échoué dans le domaine social. Les processus sociaux - bureaucratiques - d'étatisation absolue, ont échoué dans le domaine social.

Notre chemin est différent. C'est celui de l'Etat, non pas au service de la politicaillerie, non pas au service des privilèges syndicaux, mais celui de l'Etat efficace, au service de la communauté.

La Colombie a besoin d'un Etat qui garantisse le domaine social pour que le pays puisse surmonter l'exclusion sociale ; mais aussi d'un Etat qui, au lieu d'être une menace pour le secteur privé, soit une opportunité pour l'investissement privé.

Nous avons besoin d'intégration sociale. Et pour qu'elle ait lieu, nous avons besoin de promouvoir l'investissement étranger. C'est pourquoi les investisseurs peuvent trouver en Colombie une ambiance de grande confiance.

Dans les années soixante régnait la politique de développement à outrance. Son point de référence était le Brésil où l'on apprenait que l'on devait faire croître l'économie et que le reste viendrait

de soi. Le Brésil eut des années avec une croissance de 14 % mais pendant ce temps, personne ne s'occupait du domaine social. Tandis que l'économie croissait de 14 %, la pauvreté augmentait.

Mais après, d'autres pays vécurent l'étatisme pur, le mépris pour les investissements et la croissance. Le discours social était le partage des richesses. Mais comme ils n'avaient pas d'investissement, ils n'avaient pas de croissance et finalement, tout ce qu'ils purent partager ce fut la pauvreté.

La grande leçon que l'on tire dans la comparaison du discours d'Allende et des transformations de la Chine, c'est que les idées sociales doivent servir pour générer un bien être collectif, une richesse collective. Les peuples ne font rien lorsque leur ambition sociale est de partager la pauvreté.

Nous voyons dans l'investissement privé non pas une fin, mais un moyen pour résoudre les problèmes sociaux du pays. Nous ne croyons pas qu'il y ait un antagonisme entre la thèse sociale qui consiste à surmonter la pauvreté, à construire une équité, et la thèse économique qui vise à ce que le pays soit attractif pour l'investissement.

Une croissance de l'investissement, que nous allons atteindre en respectant le fait que l'investissement privé doit être une fonction sociale - comme le définit la Constitution colombienne de 1936 - doit devenir une aise essentielle pour que le pays vainque la pauvreté et construise l'équité.

Et c'est cela qui jalonne notre concept d'Etat.

Lenin - tout en étant le grand théoricien de l'Etat prolétaire, le grand théoricien de l'évolution pour substituer l'Etat capitaliste - fit très attention à garder des petits entrepreneurs. Il prêcha pour un patronat agricole. Stalin, dans son idée de tout étatiser, l'anéantit. Lorsque vint la Perestroïka et que la Russie voulut alors rendre la terre à nouveau au patronat agricole, ce patronat n'existait plus.

Tout ce que ces processus réussirent à faire, c'est à laisser l'Union Soviétique sans production agricole. Et toute cette infrastructure industrielle que l'Etat construisit lorsqu'il fuyait le secteur privé, finit en ferraille. Cette industrie fut prospère quelques années, mais finit en ferraille.

C'est la raison pour laquelle nous avons besoin de l'Etat garant du domaine social et de l'investissement privé ; qu'il nous aide à atteindre nos buts sociaux.

Nous comprenons la globalisation comme un processus que doivent jalonner certaines régions en utilisant les ressources nécessaires, afin d'amener les infrastructures et le bien être à des régions lointaines. Nous comprenons l'investissement comme étant une fonction sociale qui fait partie de nos objectifs et aux résultats sociaux escomptés. Nous comprenons la cohésion sociale liée à la sécurité. Sans la sécurité il n'y a pas d'investissement, et sans l'investissement il ne nous reste d'autre chemin que de partager la pauvreté.

Nous croyons que la paix naît de la sécurité.

## **LOI DE JUSTICE ET PAIX**

Des nombreuses guérillas de l'Amérique Latine ont vécu grâce aux donations faites par des fondations pleines d'idéaux démocratiques en Europe Occidentale. Ces groupes, en Colombie, se nourrissent de la prise d'otages, du narcotrafic, de la destruction écologique, de la destruction des nouvelles générations. C'est en cela que ce sont des terroristes.

Lorsque l'on étudie les jurisprudences du Common Law des anglais, les codes allemands, la législation espagnole, on s'étonne de trouver des définitions du terrorisme telles que : le terrorisme est l'usage ou la simple menace de l'usage de la force, pour des raisons idéologiques, politiques ou religieuses.

La profondeur de la démocratie en Colombie nous accorde l'autorité morale pour ne pas permettre l'usage de la force contre

l'Etat, pour disqualifier toute légitimité de ces groupes et pour les qualifier en tant que groupes terroristes.

Toutefois, nous ne refusons pas les processus de paix. Nous appliquons aujourd'hui une Loi de Justice et Paix qui marque des différences avec les lois et les processus de paix du monde entier, et avec d'autres exercés auparavant en Colombie : notre Loi est une Loi de paix sans impunité ; une Loi de paix avec la vérité ; une Loi de paix avec réparation pour les victimes. Aujourd'hui cette Loi est en pleine application, sous la supervision de l'O.E.A.

Des grandes discussions existent dans le pays car la vérité est en train d'affleurer. Ce que nous entendons aujourd'hui dans les estrades judiciaires, c'est ce que l'on entendait dans les arrières-salles uniquement, à la suite de la perte par l'Etat de la vraie souveraineté, du fait aussi que des personnes, dans beaucoup de régions avaient dû se soumettre, soit à la guérilla, soit aux paramilitaires.

Le Gouvernement stimule cette vérité, nécessaire pour que se fasse la réconciliation nationale. La réconciliation ne naît pas du manque de vérité ou du mensonge. La paix sans vérité est une paix éphémère. Ce n'est qu'une fausse cicatrisation.

La vérité est nécessaire pour que le pays réfléchisse, pour que le pays sache ce que nous avons vécu et comment nous devons bâtir un futur sans guérilla, sans paramilitaires, sans narcotrafic, sans corruption, un futur d'institutions démocratiques.

Il faut chercher la vérité complète. Il faut percer la vérité de la para-politique et il faut percer la vérité de la guérilla et la politique. La recherche de la totale vérité n'est pas l'encouragement de la haine. C'est le chemin qui mène à la sincère réconciliation, qui émerge des heurts.

Il faut mener ce procès avec beaucoup de courage. La recherche de la vérité ne peut pas nous conduire à être sévères avec les

adversaires politiques et indulgents avec les amis politiques. Il faut être là, en ce domaine, totalement objectifs, avoir la moindre subjectivité possible.

Je crois que la sévérité de ce procès contre l'impunité, va créer un grand précédent. Il va créer un cadre qui va s'appliquer également aux procès avec les guérillas lorsqu'ils aient lieu dans le futur.

La Colombie était signalée du doigt par le monde entier comme un paradis d'impunité. La stricte observance de ce procès doit amener le monde à respecter la Colombie et à refuser cette assignation.